



**Message
de
M. Jacques Krabal, député (France)
Secrétaire général parlementaire
de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie**

à l'occasion du

**Séminaire parlementaire d'information et d'échanges sur
« Parlement moderne, Ouverture à la société civile et Sensibilisation au genre »**

Praia (Cap-Vert), jeudi 3 mai 2018

Votre Excellence Monsieur Jorge Carlos Fonseca, Président de la République,

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Cher Jorge Santos,

Chers collègues députés,

Excellences mesdames et messieurs les membres du corps diplomatique,

Chers amis francophones,

C'est avec un immense plaisir que je m'adresse à vous, à l'occasion de l'ouverture solennelle de ce séminaire parlementaire d'information et d'échanges qu'organise l'Assemblée parlementaire de la Francophonie avec votre Assemblée et le concours de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), auquel il m'est malheureusement impossible d'assister. Je voudrais vous prier de bien vouloir m'en excuser mais aussi vous assurer que je serai avec vous, dans quelques jours ici-même à Praia, à l'occasion de l'Assemblée régionale Afrique de l'APF au cours laquelle j'aurai l'honneur de m'exprimer de vive voix. Ce sera l'occasion pour moi de partager et d'échanger avec vous sur quelques réflexions pour que notre Assemblée Parlementaire de la Francophonie puisse encore mieux répondre aux attentes de nos Etats et de nos populations de l'espace francophone. N'oublions jamais comme le disait Léopold Sédar Senghor : « Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les Gouvernements à aller de l'avant. Il faudrait réunir dans une association interparlementaire les Parlements de tous les pays où l'on parle le français ».

Permettez-moi, au début de ce propos, d'exprimer ma reconnaissance ainsi que celle de l'APF toute entière à son Excellence Monsieur Jorge Carlos Fonseca, Président de la République du Cap-Vert, dont la participation à la présente cérémonie d'ouverture témoigne, si besoin en était, de l'engagement profond et de l'implication dont il fait montre pour le rayonnement de la Francophonie. Sachez, Monsieur le Président de la République, que votre venue aux travaux de l'APF nous est précieuse.

Qu'il me soit permis aussi de remercier chaleureusement la section capverdienne, qui a bien voulu accueillir cette activité, et plus particulièrement son Président, M. Jorge Santos.

Je me réjouis particulièrement du retour remarqué du Cap-Vert au sein de nos instances parlementaires francophones. Ce retour est marqué par la participation de votre section à l'organisation d'un certain nombre d'activités de l'APF, prévues pour l'année 2018. Cela vous honore et témoigne une fois encore de votre attachement à la Francophonie, ainsi qu'aux valeurs dont celle-ci fait la promotion.

L'APF n'avait que trop souffert de votre absence et je voudrais, au nom des parlementaires francophones, et à la suite de notre séance de travail du 8 février dernier à Paris, vous réitérer ma disponibilité à collaborer avec vous sur toute initiative que vous jugerez opportune pour le renforcement de notre coopération.

Comme vous le savez, notre Assemblée est l'assemblée consultative de la Francophonie. Elle rassemble 83 Parlements répartis sur les 5 continents, fonctionne notamment avec quatre Commissions permanentes, dont la Commission des affaires parlementaires qui met en oeuvre des programmes de coopération parlementaire et en assure avec rigueur leur suivi.

L'APF s'est aussi dotée de deux Réseaux, dont celui des femmes parlementaires qui, depuis 2002, promeut avec détermination une meilleure participation des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle, tant au niveau national que dans l'ensemble de l'espace francophone.

L'APF met ainsi en oeuvre des actions qui ont comme objectif de favoriser les échanges d'expérience et à encourager la solidarité entre les femmes et les hommes parlementaires. Elle est aussi très active dans les programmes de formations destinées aux fonctionnaires des parlements avec le soutien de l'OIF. A titre d'exemple, en 2017, l'APF a organisé 17 séminaires ou formations dans 18 pays. 864 personnes en ont bénéficié dont 690 parlementaires. Ce n'est pas rien !

Et je suis particulièrement heureux que le séminaire parlementaire d'information et d'échanges qui se tient aujourd'hui, soit une action de coopération conjointe de notre Commission des affaires parlementaires et de notre Réseau des femmes parlementaires. Le thème que vous avez choisi : « Parlement moderne, Ouverture à la société civile et Sensibilisation au genre » me tient particulièrement à cœur par l'ambition politique qu'il porte.

Nous sommes tous convaincus que dans ce monde incertain, l'ambition doit être à la hauteur des enjeux qui s'offrent à nous et le rôle des parlements est essentiel : Il y a ***une nécessité à ce que l'APF fasse entendre la voix des peuples que nous représentons, de la manière la plus juste possible.*** Il faut alors que nos parlements soient représentatifs de la société et se projettent dans un rôle plus moderne, en lien étroit avec la population et que nos actions soient visibles, lisibles mais aussi mesurables.

C'est vous dire à quel point les sujets que vous souhaitez aborder au cours de ce séminaire nous interpellent à bien des égards. Permettez-moi de vous partager quelques unes de mes réflexions et convictions.

Nos parlements doivent veiller à la promotion de la démocratie et des Droits humains par une veille constance de la bonne gouvernance. Vous le savez autant que moi, le renforcement de la démocratie ne se décrète pas. Il est le fruit d'un long processus. Deux principes doivent guider notre réflexion : **L'éthique et la transparence**

L'éthique commence par l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes qui doivent davantage trouver une expression au plan politique. Nos parlements, censés être le miroir de la société, doivent montrer l'exemple en ce qui concerne la promotion et la protection de l'égalité des genres : Le parlement moderne doit donc supprimer les obstacles à la pleine participation des femmes et contribuer à aboutir à l'égalité entre hommes et femmes, quel que soit leur âge et leurs croyances, qu'il s'agisse des élus ou du personnel.

D'ailleurs, je puis vous assurer que des réflexions sont en cours dans nos propres instances et dans nos règles internes de fonctionnement. Je proposerai que la composition des sections et des délégations présentes à nos réunions tende vers la parité et reflète, davantage encore, de la diversité des opinions et des groupes politiques des parlements. C'est pourquoi je vous invite vivement à répondre au courrier relatif à la composition de votre section envoyée par le secrétariat de l'APF.

Ce séminaire vous donnera certainement l'occasion d'aborder, également, la question de l'ouverture du parlement à la société civile.

A mon sens, il est nécessaire que le parlement moderne réponde aux besoins et aux intérêts des hommes et des femmes à travers ses structures, son fonctionnement, ses méthodes et son action.

Le parlement moderne doit devenir, alors, une institution ouverte à la société civile puisqu'il doit refléter les exigences d'une société en perpétuelle évolution et y répondre.

De plus, les bouleversements sociaux que traverse le monde nous imposent de repenser le rôle et **la place de la société civile**, dans les processus politiques de nos États. Je pense donc que nous gagnerions à fédérer les femmes et les hommes, militants d'une francophonie ouverte et solidaire et dynamique, animés par un altruisme constructif, autour de la transformation de notre espace commun.

Léopold Sédar Senghor –l'un des pères fondateurs de la Francophonie- ne croyait pas si bien dire lorsqu'il affirmait –je cite- : « Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant... ».

Cette affirmation est plus que jamais d'actualité, et aujourd'hui mieux qu'hier, les populations souhaitent prendre une part active dans les processus de décision de nos États. Elles ne veulent plus être des acteurs passifs de la démocratie, dont le rôle se limite à la désignation de leurs représentants, sans avoir la possibilité d'interagir avec eux, au-delà des périodes électorales.

Par conséquent, j'estime qu'il nous faut aller davantage vers l'ouverture de la vie politique et les travaux des parlementaires. Nous gagnerons à penser désormais la démocratie comme un processus qui doit se construire avec nos populations. Cela contribuera à plus de transparence dans nos processus décisionnels, ce qui, à coup sûr, permettra de regagner la confiance de nos concitoyens.

Je souhaite par conséquent, que votre séminaire ouvre des pistes de réflexion sur la mise en place d'outils et d'espace d'interaction avec la société civile, même s'il me paraît tout aussi impérieux de préciser que cette nouvelle vision ne saurait être l'avènement d'une légitimité concurrente à celle des organes légalement constitués.

C'est pourquoi, je formule donc le vœu, qu'à l'issue de ce séminaire parlementaire, vos réflexions débouchent sur **un plan d'actions** afin de mieux accompagner les parlements dans leurs efforts visant à représenter, de la manière la plus adéquate possible, la population et en particulier les hommes et les femmes, de manière paritaire mais aussi à réaffirmer le rôle de veille à la bonne gouvernance de nos parlements.

Voici donc quelques unes de mes réflexions à la lecture du thème de votre séminaire. Je ne doute pas qu'avec la qualité des conférencières mobilisées vos travaux connaîtront tout le succès attendu.

A cet égard, je ne saurais conclure sans remercier chaleureusement :

- **Mme Lydienne Epoubé**, députée de la République du Cameroun et Présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- **Mme Geneviève Inagossi Kasongo**, ancienne Ministre et députée de la République Démocratique du Congo
- **Mme Maryse Gaudreault**, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et également Vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- **Mme Françoise Bertieaux**, députée du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- **Mme Françoise Cartron**, sénatrice de la République française, ancienne vice-présidente du Sénat
- **Mme Diago Ndiaye**, Présidente du Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO.

Sans oublier l'ensemble des députés de la République du Cap-Vert et en particulier celles et ceux qui ont accepté de modérer les différentes demi-journées, ainsi que tous ceux et celles qui ont participé à la bonne organisation du présent séminaire.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les parlementaires, c'est finalement, la Francophonie politique moderne et dynamique qui nous rassemble aujourd'hui et je souhaite plein succès à vos travaux ! Soyez assuré de mon écoute et de mon soutien.

Vive le Cap-Vert !

Vive la Francophonie !

Je vous remercie.